

APPEL À COMMUNICATION

L'antimilitarisme en France : sensibilités, idéologies, pratiques XIX^e – XX^e siècles

Les propositions de communication (4000 signes maximum) sont à envoyer au plus tard le 15 novembre 2018 à Sophie.Lhermitte@univ-paris1.fr.

Le colloque se tiendra les jeudi 6 juin et vendredi 7 juin, à la Maison de la Recherche de Sorbonne-Université. Il aboutira notamment à la publication d'un ouvrage collectif.

Organisateurs : Éric Fournier, Arnaud-Dominique Houte (Centre d'Histoire du XIXe siècle)

Comité scientifique : Ludivine Bantigny, Jacques-Olivier Boudon, Matthieu Brejon de Lavergnée, Jean-François Chanet, John Cerullo, Thomas Dodman, Éric Fournier, Jean-Michel Guieu, Arnaud-Dominique Houte, Anja Johansen, Dominique Kalifa, Jean-Noël Luc, Manon Pignot, Michèle Zancarini-Fournel

Apparu dans la dernière décennie du XIX^e siècle, le mot « antimilitarisme » désigne, selon l'édition 1928 du Larousse, un « sentiment de révolte contre les institutions militaires d'un pays ». Cette définition très élargie englobe des phénomènes différents, parmi lesquels la critique révolutionnaire de l'armée, le refus de la conscription, le pacifisme radical, les contestations religieuses et spirituelles du fait militaire et guerrier, la remise en question de la place accordée à l'armée ou prise par elle dans le système politique, la dénonciation de la justice militaire, etc. Autant d'aspects qui ne se confondent pas avec l'antimilitarisme au sens strict, mais qui ont partie liée et qui peuvent susciter la même méfiance de la part des pouvoirs publics, attentifs aux déclinaisons et aux cristallisations d'un phénomène qu'ils répriment, à défaut de l'étouffer.

« Multiforme dans ses aspects et varié dans ses motivations », comme l'écrivait Jean Rabaut dans l'un des rares ouvrages spécifiquement consacrés au sujet, l'antimilitarisme doit donc être pensé dans sa pluralité. Deux phénomènes voisins mais distincts répondent plus précisément à la définition de l'antimilitarisme. D'une part un rejet de l'armée, tel qu'il s'exprime de manière plus ou moins spontanée et individuelle par les discours (critique de la discipline, de la caserne et de ses contraintes), sinon par les actes (l'insoumission, la désobéissance, la désertion). D'autre part une idéologie politique qui se développe plus spécifiquement au tournant des XIX^e et XX^e siècles, puis qui se réactive fortement dans les années 1960-70, et qui associe la critique de la bourgeoisie et de l'État à la dénonciation de l'armée, son principal soutien, dont le démantèlement ou le retournement deviennent par conséquent une mission prioritaire du mouvement révolutionnaire. D'un côté, un faisceau de

sensibilités dont l'historiographie récente du fait militaire a largement contribué à éclairer les mutations et les recompositions, au temps de l'acceptation, progressive et difficile, de la conscription. De l'autre, un projet politique qui participe de l'histoire complexe des mouvements révolutionnaires, de leurs modes d'action et de leurs capacités de mobilisation.

En interrogeant conjointement les sensibilités, les discours et les pratiques de l'antimilitarisme, ce colloque voudrait rassembler l'acquis, susciter de nouvelles recherches et stimuler le dialogue entre des champs historiographiques parfois cloisonnés.

Dans la mesure où l'armée y tient une place spécifique dans la longue durée des XIX^e et XX^e siècles, l'enquête privilégiera le cas français, sans négliger, ni la dimension coloniale du phénomène, ni les circulations internationales d'un antimilitarisme dont on peut présumer qu'il se veut par définition internationaliste.

L'une des priorités consiste à penser dans ses mutations de longue durée l'articulation entre l'expression diffuse des sensibilités antimilitaristes et la construction d'une contestation politique. On s'intéressera notamment aux refus du service militaire tels qu'ils se transforment, depuis l'apprentissage difficile de la conscription (en particulier dans la première moitié du XIX^e siècle) jusqu'aux remises en question plus tardives et isolées du service militaire. Dans quelle mesure l'insoumission relève-t-elle de choix individuels ou de logiques collectives et politiques ? Cette question incite également à réfléchir à la dimension religieuse et spirituelle de l'objection de conscience, dont il faudra éclairer le sinueux cheminement et la difficile reconnaissance publique et légale. En arrière-plan de ce débat, il sera nécessaire de distinguer la dénonciation de la guerre de la contestation de l'armée, car tous les pacifistes ne s'opposent pas forcément au fait militaire en tant que tel (« *si vis pacem, para bellum* », avancent les partisans d'une « paix armée », ce que réfutent les pacifistes intransigeants), tandis que les antimilitaristes ne rejettent pas nécessairement le principe de la prise d'armes – au contraire, dans le cas des révolutionnaires ou de tous les tenants d'une guerre de « partisans » (ainsi de certains maquisards ou des « soldats blancs » d'Ho-Chi-Minh, entre autres exemples).

Ces remarques appellent des études plus ciblées sur les temps forts autour desquels se cristallise et s'actualise l'idée antimilitariste. La participation du régiment à la répression des grèves et des mouvements sociaux constitue un point nodal, dès le milieu du XIX^e siècle et surtout dans la première décennie du XX^e siècle. La critique de l'armée s'enracine également à l'épreuve des guerres coloniales, depuis les expéditions de conquête jusqu'aux conflits de la décolonisation et aux « guerres lointaines » (que l'on songe, par exemple, aux événements de Nouvelle-Calédonie, dans les années 1980, ou à l'opération Turquoise dans le Rwanda du génocide). Il va de soi, enfin, que les deux guerres mondiales et leurs ondes de choc entraînent des recompositions de l'idée antimilitariste, soit qu'elle prospère sur le terreau des violences et des injustices, soit qu'elle se dilue dans l'union patriotique.

Si l'on en juge par l'analyse lexicométrique, l'antimilitarisme prospère principalement à deux moments auxquels nous voudrions par conséquent accorder une place particulière. Entre 1895 et 1914 d'abord, c'est-à-dire au temps de l'affaire Dreyfus, des grandes grèves et des menaces de guerre, dans un contexte de refonte du programme révolutionnaire. Ce temps fort ne résiste pas aux bouleversements de la Première Guerre mondiale, mais il n'en laisse pas

moins un important héritage en partie repris par les communistes des années 1920 et enrichi par la radicalisation des mouvements pacifistes.

C'est entre les années 1950 et les années 1970 que semble ressurgir l'antimilitarisme. Porté par le contexte des guerres coloniales, mais aussi par l'écho de la guerre du Viêt-Nam et par la peur du coup d'État militaire, il s'inscrit pleinement dans l'élan contestataire des « années 68 » et suscite des mobilisations individuelles et collectives (à l'image des « comités de soldats ») dont les traces n'ont encore suscité que trop peu de travaux.

« L'armée, ça pue, ça pollue et ça rend con », scandait-on au cours des années 1970. C'est aussi l'un des enjeux de ce colloque que d'éclairer l'imaginaire de l'antimilitarisme tel qu'il se décline sur la longue durée des XIX^e et XX^e siècles. On s'interrogera notamment sur la cible des critiques. Adversaires privilégiés du mouvement ouvrier, en tant qu'ils incarnent l'armée au service de la bourgeoisie et de la tradition, la cavalerie et la gendarmerie laissent progressivement place à de nouveaux ennemis, « paras » et « forces spéciales ». Il n'est pas certain, en revanche, en dépit de leur participation aux guerres lointaines, que la marine et l'aviation aient cristallisé le même type de ressentiment. On s'intéressera de la même manière aux repoussoirs qu'ont pu être, à des degrés divers et variables, l'officier à cravache ou le général à monocle, le simple « galonné » (des *Sous-offs* de Lucien Descaves à l'adjudant Kronenbourg de Cabu) ou le « chaouch » de Biribi. C'est toute la question des rapports de domination qu'il convient ici de poser, dans leur dimension sociale, territoriale (campagnard vs citadin, Corse vs métropolitain), coloniale et même genrée, puisque l'antimilitarisme touche aussi les femmes.

Le colloque accordera, enfin, une place à la répression de l'antimilitarisme. Depuis la censure, qui veille sur le moral de l'armée, jusqu'aux pénitenciers militaires, en passant par le « carnet B », qui recense les potentiels ennemis de la nation mobilisée, et les interventions des policiers et gendarmes contre les déserteurs et insoumis, toute une gamme de dispositifs de surveillance, d'intimidation et d'exclusion témoigne de l'importance accordée au phénomène. On n'en déduira pas trop vite que l'État se jette tout entier au secours de l'armée : non seulement, il existe des interstices dans lesquels la critique de l'armée peut trouver des espaces légaux, mais la République sait aussi exprimer sa méfiance à l'encontre d'un trop grand pouvoir militaire, ce dont témoigne notamment la longue exclusion des soldats du droit de vote.

Si l'antimilitarisme, au sens fort du terme, reste un phénomène radical et marginal tout au long des XIX^e et XX^e siècles, il est aussi la pointe acérée d'un mouvement plus global de remise en question de l'armée et de l'ordre social dans son ensemble.

Pour toute demande relative aux attentes de ce colloque, vous pouvez contacter Éric Fournier (Eric.Fournier@univ-paris1.fr) ou Arnaud-Dominique Houte (arnaudhoute@aol.com).

Les propositions elles-mêmes sont à envoyer à Sophie Lhermitte (Sophie.Lhermitte@univ-paris1.fr)

BIBLIOGRAPHIE

- Andréani, Roland, « L'Antimilitarisme en Languedoc méditerranéen avant la première guerre mondiale », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 20, janvier-mars 1973, p. 104-123
- Angenot, Marc, *Antimilitarisme : idéologie et utopie*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2003
- Artieres, Philippe et Zancarini-Fournel, Michelle (dir.), *68 une histoire collective*, Paris, La Découverte, 2008
- Auvray, Michel, *Objecteurs, insoumis, déserteurs : histoire des réfractaires en France*, Paris, Stock, 1983
- Becker, Jean-Jacques, *Le Carnet B*, Paris, Klincksieck, 1973
- Berlière, Jean-Marc et Lévy, René, *Histoire des polices en France*, Paris, Nouveau Monde, Poche, 2013
- Blanc, Jacques, *L'Idée antimilitariste dans les milieux anarchistes et syndicalistes en France de 1919 à 1924*, Doctorat de 3e Cycle, Jacques Droz (dir.), université de Paris I, 1971
- Brossat, Alain et Potel, Jean-Yves, *Antimilitarisme et révolution, Anthologie de l'antimilitarisme révolutionnaire*. 1, Paris, UGE, 1975
- Cerullo, Johan, *Minautor. French Military Justice and the Aernoult-Rousset Affair*, De Kalb, Northern Illinois University Press, 2011
- Cohen, Yolande, « L'antimilitarisme des jeunesses avant 1914 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°16 (1989), p. 42-48
- Collectif, *Crosse en l'air, le mouvement ouvrier et l'armée, 1900-1914*, Paris, Maspéro, 1970
- Cordillot, Michel (dir.), « Plutôt l'insurrection que la guerre ! » *L'antimilitarisme dans l'Yonne avant 1914*, Auxerre, ADIAMOS-89 et SSHNY, 2005
- Davranche, Guillaume, *Trop jeunes pour mourir. Ouvriers et révolutionnaires face à la guerre (1909-1914)*, Paris, L'insomniaque et Libertalia, 2014
- Delanöé, Nelcy, *Poussières d'Empires*, Paris, PUF, 2002
- Doyon, Jacques-René, *Les soldats blancs de Hô-Chi-Minh*, Paris, Fayard, 1973
- Faucier, Nicolas, *Pacifisme et antimilitarisme dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Spartacus, 1983
- Heuré, Gilles, *Gustave Hervé. Itinéraire d'un provocateur, de l'antipatriotisme au pétainisme*, Paris, La Découverte, 1997
- Hippler, Thomas, *Soldats et citoyens. Naissance du service militaire en France et en Prusse*, Paris, PUF, 2006
- Kalifa, Dominique, *Biribi, les bagnes coloniaux de l'armée française*, Paris, Perrin, 2009
- Krumeich, Gerd, *Armaments and Politics in France on the Eve of the First World War: The Introduction of Three-Year Conscription 1913–1914*, Dover, Berg Publishers, 1984
- Luc, Jean-Noël (dir.), *Histoire des gendarmes, de la maréchaussée à nos jours*, Paris, Nouveau Monde, Poche, 2016
- Meyer-Spiegler, Madeleine, *Antimilitarisme et refus du service militaire dans la France contemporaine*, thèse d'études politiques, Paris, 1969, FNSP : 4°2185(46)

- Miller, Paul B, *From Revolutionaries to Citizens: Antimilitarism in France, 1870-1914*, Durham, Duke University Press, 2002
- Pelletier, Robert et Ravet, Serge, *Le Mouvement des soldats. Les comités de soldats et l'antimilitarisme révolutionnaire*, Paris, Petite Bibliothèque Maspéro, 1976
- Propes, Elizabeth, "Re-thinking Antimilitarism: France 1898-1914", *Historical Reflections / Réflexions Historiques*, Vol. 37, No. 1 (printemps 2011), p. 45-59
- Quémeneur, Tramor, *Une guerre sans non? Insoumission, refus d'obéissance et désertion de soldats pendant la guerre d'Algérie (1954-1962)*, doctorat, B. Stora (dir.), Paris VIII, 2007
- Rabaut, Jean, *L'Antimilitarisme en France, 1810-1975*, Paris, Hachette, 1975
- Roynette, Odile, « Bons pour le service ». *L'expérience de la caserne en France à la fin du XIXe siècle*, Paris, Belin, 2000
- Ruquet, Miquèl, *Déserteurs et insoumis de la Grande Guerre (1914-1918) sur la frontière des Pyrénées-Orientales*, Canet, Trabucaire, 2009
- Schindler, Patrick, *Contingent rebelle, récit d'un réfractaire au service militaire dans les années 70*, Paris, L'Echappée, 2018
- Zancarini-Fournel, Michelle, *Les Luttes et les rêves, une histoire populaire de la France, de 1685 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2016